

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/231

G/SCM/W/241

1er décembre 1995

(95-3911)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR ISRAEL¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 novembre 1995.

Chapitre 3 - Droits antidumping et droits compensateurs

Titre II: Comité consultatif

Articles 5 à 7 - Commissaire et Comité consultatif

Il est stipulé que le Ministre désigne un Commissaire et un Comité consultatif pour s'occuper des plaintes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Procède-t-on à ces nominations à titre permanent ou de manière ponctuelle, c'est-à-dire à chaque fois qu'une plainte est déposée? Si les membres sont nommés à titre permanent, combien d'années peuvent-ils siéger au Comité? Existe-t-il une organisation permanente ou un ministère chargé de mener les enquêtes ou bien le Comité consultatif est-il responsable de la totalité de l'enquête visant à établir l'existence d'un dumping/d'une subvention et d'un dommage?

Article 6 c) - Membre additionnel du Comité

Il est stipulé qu'en cas de plainte portant sur une question relevant de la compétence d'un ministre qui n'est pas représenté au Comité, un représentant de ce ministère peut être désigné à la place du représentant du Ministère de l'agriculture. Cela pourrait-il aboutir à une partialité des décisions étant donné que le représentant en question aurait certainement un intérêt particulier dans ce secteur précis?

¹G/ADP/N/1/ISR/1-G/SCM/N/1/ISR/1-G/SG/N/1/ISR/1 + Corr.1.

Titre III: Importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées

Article 12 b) - Détermination du prix normal

Il est stipulé que, lorsqu'aucune vente de produits similaires n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales dans le pays de production, le prix normal est réputé être le prix le plus élevé de produits identiques exportés vers un pays tiers au cours d'opérations commerciales normales. Cette disposition semble être en contradiction avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping de l'OMC selon lequel la marge de dumping sera déterminée par comparaison avec un prix comparable (et non le prix le plus élevé) du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié, à condition que ce prix soit représentatif ...

Article 12 d) - Ventes à un prix inférieur au coût de production

La disposition relative aux ventes à un prix inférieur au coût de production ne semble pas satisfaire aux règles de l'Accord antidumping de l'OMC selon lesquelles des ventes à des prix inférieurs aux coûts de production ne pourront être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales que si les autorités déterminent que de telles ventes sont effectuées sur une longue période en quantités substantielles et à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable (article 2.2.1). La législation israélienne devrait être plus claire sur ce point.

Titre IV: Plaintes et traitement des plaintes

Article 17 - Documents

Il devrait être précisé qu'une plainte doit être accompagnée d'éléments de preuve de l'existence d'un dumping/d'une subvention, d'un dommage et d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage allégué. Une simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra pas être jugée suffisante pour satisfaire aux prescriptions de l'Accord antidumping de l'OMC (article 5.2). Il devrait également être précisé que les autorités chargées de l'enquête examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête (article 5.3 de l'Accord antidumping de l'OMC).

Article 20 - Annulation d'une plainte - Engagements

Il n'apparaît pas clairement si un engagement peut être accepté. Il devrait être précisé qu'un engagement ne peut être accepté que si une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping et d'un dommage a été établie (article 8.2 de l'Accord antidumping de l'OMC).

Article 20 b)

Il est stipulé que le Comité consultatif clôt l'examen d'une plainte s'il a été souscrit à un engagement. Toutefois, l'article 8.4 de l'Accord antidumping de l'OMC exige que l'enquête sur le dumping et le dommage soit néanmoins menée à son terme si l'exportateur le désire ou si les autorités en décident ainsi.

Article 21 b) - Pouvoirs du Comité, article 23 - Institution de droits antidumping et de droits compensateurs et article 31 c) - Décision du Ministre concernant la requête en réexamen

Il est stipulé qu'à l'issue de ses travaux le Comité soumet ses conclusions et ses recommandations motivées au Ministre. Cela signifie-t-il que le Ministre a le dernier mot pour ce qui est de l'imposition de droits antidumping/compensateurs? Le Ministre est-il habilité à imposer un droit antidumping ou compensateur inférieur ou supérieur à ce qui a été recommandé? Dans l'affirmative, il semblerait que les droits puissent être imposés en fonction de considérations politiques plutôt qu'à la suite d'une enquête objective.

Titre V: Droits antidumping et droits compensateurs

Article 23 - Institution de droits antidumping et de droits compensateurs

Domage important

Il est stipulé que le Ministre peut instituer par arrêté des droits antidumping ou des droits compensateurs s'il estime que les deux conditions ci-après sont réunies: 1) les produits ont fait, ou sont sur le point de faire l'objet d'un dumping ou de subventions, et 2) un dommage important a été causé à une branche de production nationale par les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées.

La législation israélienne ne traite pas des facteurs à prendre en considération pour déterminer s'il y a dommage important (tort important). Elle devrait préciser clairement que la détermination de l'existence d'un dommage important se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits comme il est prévu aux paragraphes 1, 2 et 4 de l'article 3 de l'Accord antidumping de l'OMC.

En outre, la législation israélienne devrait comporter des dispositions spécifiques relatives à la causalité. En particulier, la démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping/d'une subvention et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Par conséquent tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, devraient être analysés afin qu'ils ne soient pas imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping (article 3.5 de l'Accord antidumping de l'OMC).

Menace de danger important

La législation israélienne ne mentionne pas non plus les critères qui doivent être pris en considération lors d'une enquête visant à établir une menace de dommage important. Elle devrait préciser que la détermination concluant à une menace de dommage important se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités. Par conséquent, les facteurs énumérés à l'article 3.7 de l'Accord antidumping de l'OMC devraient être incorporés dans la législation nationale.

Article 27 - Durée de validité

Clause d'extinction

Il est stipulé qu'un arrêté instituant un droit reste en vigueur pendant une période de trois ans à compter du jour de l'institution du droit. Toutefois, sur recommandation du Comité, le Ministre peut instituer à nouveau le droit si les conditions qui en ont justifié l'institution prévalent toujours. Cette période de trois ans est-elle également applicable si le Ministre décide d'instituer à nouveau le droit? En d'autres termes, la législation israélienne prévoit-elle une clause d'extinction comme le demande l'article 11.3 de l'Accord antidumping de l'OMC?

Article 28 - Caution temporaire

Détermination préliminaire de l'existence d'un dumping/d'une subvention et d'un dommage important

Il est stipulé que s'il semble *prima facie* à la Commission que les produits faisant l'objet d'un dumping ou subventionnés ont été ou sont sur le point d'être importés et qu'il lui semble *prima facie* qu'un dommage est susceptible d'être causé à une branche de production, elle peut informer le Directeur du taux estimatif du droit antidumping et du droit compensateur qui s'appliquera, selon elle, auxdits produits.

Cela signifie-t-il que la Commission peut demander à l'importateur de fournir une caution en vue de garantir le paiement du droit sans avoir établi une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping et d'un dommage? De plus, le taux estimatif semble être basé uniquement sur l'opinion de la Commission et non sur les résultats d'une enquête préliminaire. L'article 7.1 de l'Accord antidumping de l'OMC stipule que des mesures provisoires ne pourront être appliquées que si une enquête a été ouverte et s'il a été établi une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping et d'un dommage en résultant pour une branche de production nationale.

Divers

Vérification de la représentativité

La législation israélienne devrait donner une définition de la "branche de production nationale" et préciser que les autorités chargées de l'enquête doivent vérifier si les requérants sont représentatifs avant d'ouvrir une enquête. L'article 5.4 de l'Accord antidumping de l'OMC dispose qu'une enquête ne sera ouverte que si les autorités ont déterminé, en se fondant sur un examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé par les producteurs nationaux du produit similaire, que la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom.

Clôture d'une enquête - *De minimis*

La législation israélienne devrait également préciser clairement que la clôture de l'enquête sera immédiate dans les cas où les autorités détermineront que la marge de dumping est *de minimis* ou que le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, ou le dommage, est négligeable (article 5.8 de l'Accord antidumping de l'OMC).

Dispositions relatives aux subventions

Le gouvernement israélien a indiqué dans sa notification des lois et réglementations au titre de l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI, de l'article 32.6 de l'Accord sur

les subventions et les mesures compensatoires et de l'article 12:6 de l' Accord sur les sauvegardes qu'il procédait à l'examen des parties pertinentes de sa législation en vue de la rendre conforme aux Accords de l'OMC. A cet égard, le gouvernement israélien pourrait-il répondre aux questions suivantes:

- Dans la mesure où les accords en question sont censés être inclus et s'appliquer aux enquêtes et prévaloir sur toute disposition contraire ou différente des lois antérieures, quelles parties précises de la législation en vigueur continueront de s'appliquer aux enquêtes, quelles dispositions précises seront modifiées et comment exactement seront-elles modifiées?
- Existe-t-il un moyen permettant aux intérêts nationaux de se prévaloir des lois israéliennes (recours constitutionnel par exemple) pour empêcher le gouvernement de mettre en oeuvre la décision d'un groupe spécial de l'ORD?
- Quand les réglementations autorisant des modifications administratives seront-elles notifiées au Comité?
- Quel dispositif légal la loi israélienne prévoit-elle pour l'exécution des décisions rendues par un groupe spécial de l'OMC?